

dent, mais par nature, au service du capitalisme et les syndicats stalinien au service de la Russie, signifie comprendre que la forme d'organisation syndicale n'est plus une forme d'organisation ouvrière. Mais comprendre ce que ne sont pas les buts et les moyens du mouvement ouvrier ne signifie pas encore comprendre ce qu'en réalité et positivement ils sont. Il y a donc, pour cette avant-garde, en même temps que clarté sur le caractère de la bureaucratie, crise des notions programmatiques les plus fondamentales, donc impossibilité provisoire d'action systématique et organisée. A cela s'est ajouté un doute sur la capacité historique du prolétariat à abolir l'exploitation et à instaurer une société sans classes. Ce doute a été nourri par l'échec des révolutions précédentes, par la dégénérescence de la révolution russe, et tout particulièrement par les événements des cinq dernières années, où à la fois la mystification de la masse ouvrière par le stalinisme et sa démoralisation, inaction et apathie ont créé chez les éléments d'avant-garde une certaine méfiance sur la capacité de la classe dans son ensemble de comprendre et de lutter. Le résultat a été la plupart du temps un refus de la part de ces éléments de s'organiser et d'agir, refus parfois même plus farouche que celui de la masse.

Quelles sont les modifications que les événements récents ont apporté à cette situation ?

Tout d'abord, il est clair que les obstacles idéologiques qui empêchent cette avant-garde de s'organiser et d'agir n'ont pas été levés. Il n'y a pas aujourd'hui plus qu'hier des éléments dans la situation objective permettant à ces ouvriers de définir clairement pour eux-mêmes un programme ou de réaliser une forme prolétarienne d'organisation.

Mais si des actions spontanées de la classe surgissent, le problème sera de beaucoup modifié. Certaines questions, par exemple la forme d'organisation ou la direction des luttes, leurs objectifs, seraient posées immédiatement par les faits eux-mêmes, même s'ils l'étaient sous une forme très étroite au départ. Les éléments les plus actifs au sein de la classe seront amenés à chercher à leur donner une réponse pratique. Ils seront ainsi amenés à définir eux-mêmes des formes d'organisation et des objectifs d'action, même si ceux-ci ne forment pas immédiatement un ensemble cohérent et systématique. La rentrée en lutte de la classe restaurera en eux la confiance dans les capacités de la classe ouvrière, et ceci, en conjonction avec l'expérience déjà faite de la bureaucratie, ne peut que leur indiquer la voie pour une solution positive du problème des formes d'organisation ouvrières, à savoir la voie de l'organisation autonome du prolétariat et de la direction des ouvriers par eux-mêmes. Dans cette atmosphère, l'avant-garde sera à nouveau sensibilisée à la pensée et l'idéologie marxistes, et une fusion pourrait s'opérer entre elle et les militants ou les groupes marxistes révolutionnaires.

Inversement, dans la mesure où ces derniers seront capables d'être effectivement présents, du point de vue politique, dans les événements d'aider l'avant-garde à en tirer les leçons et à en généraliser l'expérience, l'évolution de cette dernière pourra être énormément accélérée. C'est pourquoi à l'heure actuelle, l'importance d'un rôle politique de regroupement et de cristallisation révolutionnaire de l'avant-garde est à proprement parler énorme. Son absence pourra peser très lourdement sur le développement de la situation.

Les militants révolutionnaires peuvent dès maintenant apporter aux ouvriers d'avant-garde des éléments importants, non seulement sur le plan idéologique et politique mais aussi sur le plan concret de la lutte dans les usines. Bien entendu, il n'y a que l'avant-garde elle-même au départ, la classe ouvrière entière ensuite, qui puisse donner une solution définitive à ces problèmes ; et toute solution apportée de l'extérieur qui ne recouperait pas l'expérience propre et les aspirations profondes de la classe elle-même n'aurait aucun écho et aucune efficacité. Mais dans la mesure où ces militants ont élaboré ces éléments non pas à partir de lubies personnelles ou de schémas a priori, mais en partant précisément de l'expérience ouvrière des dernières années, ils peuvent se rencontrer rapidement avec l'avant-garde des usines ; et inversement, leur analyse du contenu des revendications, des formes de lutte et d'organisation peut permettre une cristallisation accélérée des mouvements spontanés des usines.

Pierre CHAULIEU.

Le problème de l'unité syndicale

L'ORIENTATION DES SYNDICATS ET LA SITUATION INTERNATIONALE

La tendance à l'apaisement sur le plan international a eu de profondes répercussions dans la politique intérieure française.

A l'offensive de paix de la Russie correspond en France l'idée d'un regroupement des « forces démocratiques de la nation », des ententes pour un objectif commun (contre la C.E.D., pour la paix en Indochine, etc.). Sur le plan « social » l'on assiste aussi au développement d'un courant favorable au rapprochement des différentes organisations syndicales en vue d'une action commune.

Dans le domaine politique, les initiatives de Paix, d'union de tous les démocrates, de front unique, viennent du Parti stalinien. En ce qui concerne les rapprochements inter-syndicaux, c'est la C.G.T. qui prend les devants, tandis que les autres centrales manifestent le plus souvent une certaine méfiance. Ainsi se confirme sa nouvelle orientation opposée à la tendance précédente de raidissement vis-à-vis des autres syndicats.

Les raisons profondes de cette politique découlent de la situation internationale. Dans une période où la Russie désire diminuer la tension entre les deux Blocs, le sectarisme organisationnel doit faire place à une politique d'entente. Il n'est donc pas question pour la C.G.T. de se livrer aujourd'hui à des démonstrations de grève et de violence contre l'Etat français. Sa nouvelle tâche est d'influencer la politique française en rassemblant des larges couches de la population et

en exploitant le mécontentement contre la politique des Etats-Unis.

Depuis longtemps, la C.G.T. et le P.C.F. ont su adopter alternativement deux politiques : influence large et opposition radicale. Les deux points extrêmes en sont la collaboration gouvernementale et la lutte armée, mais ils ne peuvent être atteints qu'au cours de deux périodes bien définies : alliance entre la Russie et la France ou guerre entre les deux pays. La période actuelle tend vers la conciliation, sans que l'on puisse néanmoins envisager la perspective la plus absolue, c'est-à-dire celle d'une alliance franco-russe impliquant une collaboration gouvernementale du P.C.F. et de la C.G.T.

Il convient toutefois de mieux éclairer l'orientation actuelle de la C.G.T., car elle a toujours réclamé l'unité d'action, mais c'était uniquement sur son programme. Or, aujourd'hui, le programme proposé est incontestablement plus large et ne comprend plus des revendications inacceptables pour les autres centrales, telles que la lutte contre la guerre d'Indochine et contre la C.E.D. A plusieurs reprises la C.G.T. s'est plu à développer cet argument, qui a vraisemblablement du poids vis-à-vis des fédérations concurrentes. L'organisation de Frachon essaie ainsi de redorer son blason devant les ouvriers ; ce n'est plus elle qui veut politiser les grèves, bien que F.O. se serve toujours de ce prétexte pour refuser toute action commune.

Il est toutefois peu probable que la nouvelle orientation parvienne à lui rattacher de nouveau la classe ouvrière et à accentuer le discrédit des autres centrales. Il est douteux que la C.G.T. puisse reconquérir tout le prestige perdu, car si elle manifeste une certaine volonté d'action, on s'aperçoit que cette action, autour de laquelle on fait grand tapage, se limite à des grèves d'avertissement de 2 heures ou de 24 heures. Si son but est de rassembler les ouvriers, elle ne doit pourtant pas effrayer les bureaucraties concurrentes par des actions plus vastes et doit aussi veiller à ce que des mouvements de plus grande envergure ne la dépassent pas, comme ce fut le cas dans certains secteurs au mois d'août.

Cependant, avec ses propositions d'unité d'action, elle n'a absolument rien à perdre. Dans le cas peu probable où les travailleurs dépasseraient les limites fixées à ces actions bien orchestrées, à ces grèves « pépères », la C.G.T., moins étroitement liée à l'Etat que les autres syndicats, peut aller plus loin et peut profiter de ce dépassement pour dénoncer ceux-ci. La politique de la C.G.T. dans de telles entreprises, se résume ainsi : ne pas être dépassée par les masses mais dépasser les

autres centrales syndicales. Mais son objectif doit aussi être atteint sans effrayer la bourgeoisie, dont elle voudrait exploiter le mécontentement contre l'Amérique. Nous entrons ici dans un domaine plus délicat, car nous sommes en 1954 et la classe ouvrière a derrière elle dix années d'expérience qui sont loin de rendre une telle acrobatie sans danger.

Nous venons de voir que l'orientation actuelle des centrales syndicales est essentiellement déterminée par l'évolution des rapports entre les deux Blocs impérialistes. La situation réelle des ouvriers, leurs besoins, ne sont pour elles qu'un facteur « brut », dont il faut limiter la portée tout en l'exploitant à la fois pour appuyer leur politique pro-impérialiste et pour maintenir leur propre appareil bureaucratique. C'est seulement dans ce sens que, à l'heure actuelle, ce facteur joue un rôle dans l'orientation de chaque centrale.

Mais, pour le prolétariat, quelle est la valeur du rapprochement inter-syndical préconisé par la C.G.T. ou même de l'unité syndicale défendue par certaines minorités comme la tendance du journal « L'Unité » ? Dans quel climat la classe ouvrière peut-elle mieux lutter contre le régime d'exploitation, dans un climat d'unité ou de scission syndicale ? Avant de répondre à cette question, il est nécessaire d'en poser une autre : est-ce la classe ouvrière, est-ce la lutte de classe qui ont déterminé les unions et les scissions syndicales depuis 1936 ? A cette question, nous répondrons par un bref historique.

HISTORIQUE

Depuis 1936, les unions et les scissions des syndicats ont essentiellement résulté de la politique internationale et des rapports entre la France et la Russie.

L'unification des syndicats C.G.T. et C.G.T.U. en 1935 se réalise dans une période où la Russie et la France sont en excellents termes. La Russie est entrée à la S.D.N. aux côtés de la France et de l'Angleterre. Aux accords Staline-Laval de 1935 correspond sur le plan syndical l'accord d'unification C.G.T.-C.G.T.U. et, plus tard, le Front Populaire dans le domaine politique.

Mais la suite des événements nous éclaire aussi sur la prétendue efficacité de l'unité syndicale pour le développement de la lutte ouvrière. Sur le plan social, le mécontentement ouvrier se manifeste par des mouvements répétés et chaque jour plus larges. En juin 1936, le prolétariat trouve devant lui

les directions syndicales qui freinent le mouvement et parviennent à l'étouffer, non sans mal, par les accords Matignon. Les bureaucraties syndicales ne se sont unies que pour mieux trahir.

L'exclusion de la tendance stalinienne de la C.G.T. en 1939 ne se fait pas non plus sur un problème de lutte de classes, sur un programme revendicatif, mais fait suite aux accords germano-soviétiques. La bureaucratie syndicale unie a réussi à freiner les luttes ouvrières, la guerre est là, le puissant mouvement de 1936 s'est éteint et les avantages économiques sont peu à peu effacés par des décrets et par la hausse du coût de la vie. L'exclusion des staliniens se fait sur une divergence impérialiste : la Russie se rapproche de l'Allemagne, l'unité syndicale ne peut plus exister. C'est encore la classe ouvrière qui fera les frais de la scission, car l'exclusion des staliniens servira de prétexte pour traquer les militants ouvriers dans les usines, les mettre en prison, en camp de concentration. La direction syndicale réformiste est liée au gouvernement et, Jouhaux en tête, laissera la bourgeoisie française opérer cette manœuvre.

La nouvelle unification des bureaucraties syndicales en 1943 (accord du Perreux) se fait dans la clandestinité et correspond au revirement des alliances. Les Alliés combattent ensemble contre l'Allemagne.

A la Libération, les syndicats unis s'opposeront de nouveau au prolétariat. Ils inciteront la classe ouvrière à relever l'économie capitaliste française; les grèves des rotativistes, des P.T.T. et enfin de la Régie Renault en 1947 seront condamnées. L'unification des tendances Jouhaux et Frachon ne devait donc rien apporter aux travailleurs.

La scission de 1947 sera encore déterminée par la position des deux tendances vis-à-vis des deux Blocs. L'accalmie qui a suivi la guerre disparaît, la rivalité entre la Russie et l'Amérique se précise : l'unité syndicale est donc appelée, elle aussi, à disparaître. Fidèle à sa tradition, la tendance Jouhaux suit la bourgeoisie française en approuvant le plan Marshall. Les grèves politiques qui vont se succéder jusqu'à 1952, d'une part, la passivité et la trahison de F.O. d'autre part, seront deux bilans négatifs pour les ouvriers.

Il apparaît donc clairement que l'unité ou la scission des syndicats ne dépend pas de l'action des ouvriers et qu'il y a une nette séparation entre la politique syndicale et les intérêts du prolétariat. Nous allons voir maintenant combien profonde est cette séparation.

Qu'est-ce aujourd'hui que le syndicat ? Formé au siècle dernier comme association de défense des ouvriers, de lutte pour des revendications de type économique, sa nature s'est profondément transformée depuis. La croissance du capitalisme a été également celle du prolétariat et de ses formes d'organisation. Pendant la période de développement « pacifique » de la bourgeoisie, jusqu'à 1914, les syndicats sont devenus des grandes organisations groupant des millions d'adhérents, disposant de fonds importants, de locaux, créant ou soutenant des associations annexes, coopératives, mutuelles, etc. La bureaucratie syndicale s'est formée comme couche spécifique dirigeant la défense des intérêts des travailleurs. Mais elle les a identifiés de plus en plus *aux intérêts des syndicats* et, pratiquement, *aux intérêts de l'appareil syndical*, c'est-à-dire *à ses propres intérêts*. Politiquement reliée au réformisme social-démocrate ou se cantonnant dans un « apolitisme » qui lui permettait de refuser de dépasser les cadres étroits du syndicat, elle joua alors ouvertement le rôle de tampon entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Quant la guerre éclata en 1914, les syndicats se rangèrent dans le camp des impérialismes respectifs et leur apportèrent tout leur soutien.

Ainsi le capitalisme rencontra dans ceux que Lénine appelait « les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie », des alliés précieux dans la guerre et dans la paix. Car le développement de l'industrie, sa concentration, posaient à l'ordre du jour le problème de la gestion de la force de travail elle-même. Bourgeoisie et bureaucratie syndicale collaborèrent plus étroitement. On créa peu à peu dans les pays avancés un immense réseau d'organismes « mixtes », reliés à l'Etat, destinés à exercer ce contrôle sur les ouvriers au travers des syndicats. Les conventions collectives sous l'arbitrage de l'Etat, l'arbitrage obligatoire des conflits, la fixation par l'Etat des heures de travail et des limites du salaire, etc., étaient les fruits de cette collaboration, complétée d'autre part par la collaboration de la bureaucratie politique. D'ailleurs, la distinction entre « politique » et « syndical » disparaissait aussi peu à peu, les bureaucrates cumulant les fonctions et devenant de plus en plus interchangeables.

La dernière guerre n'a fait qu'accentuer cette intégration de la bureaucratie syndicale à l'Etat. En France, la période du « tripartisme » nous en a offert un bel exemple. Les dirigeants syndicaux n'étaient-ils pas à la fois députés, ministres,

chefs des entreprises nationalisées, membres du conseil du plan, des commissions du ravitaillement et, à des échelons inférieurs, membres des comités d'entreprise, des comités mixtes à la production, des mille et une commissions parastatistiques qui ont proliféré ?

D'organe de défense des intérêts ouvriers, le syndicat est devenu à la fois un instrument de la bureaucratie syndicale et de l'Etat (1).

Cette transformation n'est ni provisoire ni réversible. Elle correspond à l'évolution du capitalisme vers la concentration politique et économique totale. Par sa structure même — appareil de responsables et d'employés en haut, couche de « cotisants » en bas, cloisonnement professionnel — le syndicat ne peut échapper à la main-mise de la bureaucratie et au travers d'elle, à celle de l'Etat.

Ceci reste en partie vrai même pour les syndicats qui sont sous l'emprise de la bureaucratie stalinienne, qui n'est pas l'instrument de la bourgeoisie française mais lutte pour prendre sa place. Et nous assistons en France à ce phénomène particulier d'une centrale syndicale dirigée par la bureaucratie stalinienne, qui est néanmoins obligée de collaborer à la production, d'y jouer son rôle de tampon entre ouvriers et capitalistes, sous peine de n'être plus un syndicat (2).

Il existe toute une série de revendications spéciales de la C.G.T. qui traduisent bien cette situation : les revendications pour la modernisation de l'outillage, pour le meilleur aménagement des usines, la sécurité, l'hygiène. Les comités d'entreprise, les comités de secours, etc., sont des formes de collaboration à l'appareil de production. Une autre forme est la défense des lois sur le travail et les salaires, la participation à la commission supérieure des conventions collectives, etc.

Bien entendu, la direction cégétiste défend aussi des revendications générales concernant les ouvriers — augmentations de salaire, trois semaines de congé payé, 40 heures, etc. — car c'est seulement ainsi qu'elle peut conserver son influence et justifier son rôle de direction. Il existe ici une sorte de balance : d'une part la bureaucratie syndicale s'efforce d'imposer ses propres objectifs au prolétariat, d'autre part le pro-

(1) Cette transformation est très nette dans les pays capitalistes les plus avancés (U.S.A., Angleterre, France, Allemagne, Belgique, Hollande, Italie), dans lesquels toutefois des syndicats autonomes mineurs peuvent conserver pendant quelque temps une certaine indépendance. Elle est moins mûre dans des pays secondaires ou arriérés et dans les colonies.

(2) La question de savoir si le P.C.F. « saborderait » la C.G.T. en cas de guerre en l'utilisant contre l'Etat dans une lutte armée est un autre problème, mais la C.G.T. (clandestine) ne serait plus alors un syndicat.

létariat essaie d'imposer à la bureaucratie ses propres revendications. Où sont les limites des deux efforts ? Dans le premier cas, nous avons vu que l'appareil cégétiste n'a pas pu mobiliser l'ensemble des travailleurs pour des grèves dont le but est étranger aux revendications ouvrières (grève pour la libération de Duclos, par exemple). Dans le second cas, le prolétariat n'a pas pu imposer ses propres formes de lutte et ses revendications à la bureaucratie syndicale pendant les grèves d'août.

Mais, quel que soit le jeu de cette balance, le fossé qui sépare les ouvriers de l'appareil syndical n'en est pas moins profond. C'est à partir de ce fait, dont nous avons essayé de montrer les racines sociales, que l'on peut juger de la valeur de la fameuse unité syndicale.

LES APOLOGISTES DE L'UNITÉ SYNDICALE

Les plus ardents défenseurs de l'unité syndicale ce sont le mouvement trotskiste et la tendance du journal « L'Unité ». Non seulement ils reprochent à la C.G.T. de ne pas savoir réaliser les fronts unis syndicaux, mais essaient de démontrer qu'au fond elle n'y tient pas. Pourquoi donc « L'Humanité » et « La Vie Ouvrière » y consacrent toute leur propagande ? « L'Unité » explique que la direction cégétiste est obligée de céder sur ce point à la pression des masses, mais qu'en réalité elle redoute les conséquences de l'action unie. Pourquoi ? Parce que l'unité d'action entre les syndicats, mieux, l'unité syndicale, permettraient un développement tel de la lutte ouvrière que les directions syndicales actuelles (y compris la C.G.T.) devraient changer de politique et seraient sérieusement ébranlées.

Ainsi la perspective trotskiste n'envisage le développement de la lutte ouvrière que dans le cadre syndical. La tendance qui la défend essaie donc de rassembler les ouvriers pour la lutte au sein des syndicats.

Mais ces syndicats eux-mêmes, qu'elle voudrait voir unis, qu'en pense-t-elle ? Quelles sont les raisons de leur mauvaise orientation ?

Bien sûr, c'est parce que les directions ne suivent pas les principes de la lutte de classe, parce qu'elles tiennent compte d'intérêts politiques étrangers aux travailleurs, parce qu'elles hésitent, louvoient, cherchent à temporiser, parce que, en fin de compte, ce sont des directions réformistes. Mais encore ?

C'est tout. Les syndicats sont toujours des syndicats et la bureaucratie syndicale, puissante aujourd'hui, sera peu à peu, sous la pression des ouvriers, obligée de changer de politique. Ainsi, à chaque manifestation « unitaire » de la C.G.T., la presse trotskiste crie victoire : voilà bien la pression des masses ! Les ouvriers doivent donc rester dans les syndicats où ils arriveront à convaincre la bureaucratie de changer d'orientation et à la pousser à s'unir avec celle des syndicats concurrents.

Il serait pourtant logique de penser que si l'opposition entre les centrales syndicales reflète l'opposition entre les deux Blocs impérialistes, auxquels elles sont reliées par le canal de la bureaucratie, leur union ne peut se faire en l'absence d'un accord entre ces deux Blocs et que, dans cette mesure, l'unité syndicale est aujourd'hui un objectif pratiquement irréalisable.

Il serait encore plus logique de réfléchir à la transformation profonde des organisations syndicales et, comme nous l'avons fait plus haut, d'en tirer les conséquences.

Mais les trotskistes sont sourds à tout ce qui n'est pas le rabâchage de leur stratégie soi-disant léniniste et parfaitement inefficace.

Bien sûr, dans les sommets de la direction trotskiste, chez les stratèges éminents, on ne pense pas que la bureaucratie syndicale puisse changer réellement de politique ; aussi le véritable objectif n'est pas de l'obliger à faire ceci ou cela mais de la remplacer. Par qui ? Par des directions révolutionnaires (trotskistes autant que possible). Mais pour y parvenir, il faut que les ouvriers « fassent l'expérience » de la mauvaise volonté et des erreurs des dirigeants réformistes et staliniens.

Il est pourtant clair que l'expérience des ouvriers ne dépend pas de l'agitation de la minorité trotskiste et d'ailleurs avec quel instrument de mesure les trotskistes fixent-ils les limites de cette expérience ? Une petite partie de travailleurs a déjà compris la mystification des syndicats, une autre partie plus importante, si elle n'a pas encore une idée nette de leur rôle, ressent une grande méfiance vis-à-vis des directions, de leurs manœuvres, de leurs ridicules grèves d'avertissement, de leur bla-bla-bla patriotique.

Pour ces ouvriers, l'union des syndicats pour une action donnée n'a de valeur que dans la mesure où elle peut entraîner une sorte d'équilibre des différentes centrales, qui, pensent-ils, peut empêcher toute orientation exclusive du mouvement en faveur de l'une ou de l'autre. Ainsi beaucoup d'ouvriers déclarent souvent qu'ils ne marcheront que « si toutes

les centrales marchent ». Cette attitude traduit deux sentiments : l'un positif, leur méfiance vis-à-vis des centrales, l'autre négatif, leur impuissance à entreprendre actuellement des luttes d'envergure non sanctionnées par les syndicats.

Mais faire à ces ouvriers l'apologie de l'unité syndicale, c'est renforcer ce deuxième sentiment, renforcer donc la puissance de la bureaucratie des syndicats, c'est jeter la confusion au lieu d'éclairer. Car, nous l'avons dit, cette unité est aujourd'hui irréalisable et ces syndicats ne sont plus ceux du « bon vieux temps ».

D'ailleurs, comme sur bien d'autres points, les trotskistes d'aujourd'hui semblent avoir oublié ce que Trotsky lui-même disait à ce sujet.

Sur la transformation des syndicats, Trotsky écrivait : « Il y a un aspect commun dans le développement, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat.

« Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats. » (1).

Et sur l'attitude à observer à l'égard de ces syndicats :

« Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes dans les syndicats de chaque pays, afin de mobiliser les masses non seulement contre la bourgeoisie mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime. Le premier mot d'ordre pour cette lutte est : *complète et inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste*. Ceci signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie travailliste.

« Le second mot d'ordre est : *démocratie dans les syndicats*. Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation, la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. »

Il est évident que nous ne partageons pas aujourd'hui les perspectives de Trotsky en 1940 sur la lutte au sein des syndicats et sur la possibilité de les redresser. Mais si l'on accepte ce point de vue (ce qui devrait être le cas des trotskistes), quelle est la valeur du mot d'ordre d'unité syndicale par rap-

(1) « Les syndicats dans la période de décadence du capitalisme » (1940).

port aux objectifs de lutte définis par Trotsky ? Est-ce un mot d'ordre qui tend vers l'indépendance vis-à-vis de l'Etat ? Est-ce un mot d'ordre qui mobilise les masses contre l'appareil dirigeant ou bien tend-il, au contraire, à renforcer celui-ci et à accentuer sa liaison avec l'Etat ?

Trotsky écrit à propos de l'unification de 1935 :

« En France, il n'y avait pas de place pour une existence indépendante des syndicats staliniens. Ils s'unirent aux soi-disant anarcho-syndicalistes sous la direction de Jouhaux (N.D.L.R. : il s'agit en fait de la C.G.T. sous le contrôle socialiste) et, comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical non vers la gauche mais vers la droite.

« La direction de la C.G.T. est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialiste français. »

Quant au rôle de la C.G.T. réunifiée de 1943 à 1947, il est bien connu.

Dans les pays où la division syndicale n'existe pas, la classe ouvrière n'en est d'ailleurs pas plus avancée. Il suffit de regarder l'Angleterre où les dirigeants syndicaux ont réussi à lier les ouvriers à la production pendant la guerre et se sont opposés autant qu'ils ont pu aux revendications des travailleurs depuis 1945.

UNITÉ SYNDICALE ET LUTTE OUVRIÈRE

Il est courant d'assimiler l'unité syndicale à l'unité de la classe ouvrière. Le raisonnement est entièrement faux. L'unité des ouvriers n'est pas un état mais un mouvement. L'unité économique, l'unité des conditions de vie et de travail, l'unité dans l'exploitation, c'est le capitalisme lui-même qui la crée et c'est aussi un mouvement, car depuis un siècle elle est devenue plus grande et l'évolution continue.

Mais cette unité-là n'est que la condition d'une forme supérieure d'unité : l'unité dans la lutte contre l'exploitation. Tendre vers l'unité ne signifie alors autre chose qu'accroître l'ampleur et la puissance de la lutte ouvrière.

Or, c'est dans la lutte que l'organisation naît et se renforce et ainsi sont apparus les syndicats. Mais en son absence, les organisations se vident de leur substance. Mieux, elles peuvent passer au service de l'ennemi. Tel est aussi le cas des syndicats.

Pour les ouvriers, le choix n'est pas aujourd'hui entre l'organisation dans les syndicats ou pas d'organisation du tout,

mais entre poursuivre leur lutte embrigadés par un appareil bureaucratique qui la détourne de ses objectifs, la mutile et, en fin de compte, l'étouffe ou bien la mener au dehors et contre cet appareil, condition première de son développement.

La désaffection à l'égard des syndicats est un fait indiscutable par rapport à 1945. Il n'est ni le résultat d'une propagande ni, comme certains semblent le croire, un simple symptôme de découragement. Les grèves d'août ont prouvé le contraire. C'est le résultat de l'expérience que les travailleurs ont vécue depuis la fin de la guerre.

Il ne nous appartient pas de donner la bonne recette d'organisation que nous opposerions triomphalement aux syndicats. Encore moins d'en créer une. D'abord, parce qu'une bonne organisation d'ouvriers sans les ouvriers est un non-sens, dans lequel une minorité de militants honnêtes sont tombés en créant la C.N.T. Ensuite, parce que, nous le répétons, les formes d'organisation ne se créent qu'au cours de la lutte. Cela ne signifie pas qu'elles sont une « invention » des travailleurs à partir du néant. La tradition, les expériences passées sont un capital précieux qui existe toujours dans la classe. Lorsque les ouvriers de la Régie Renault ont déclenché, contre tous les syndicats, leur grève d'avril 1947, ils ont su l'organiser. Ce n'est qu'un exemple. Dans les années à venir, la lutte ouvrière saura trouver ses propres formes d'organisation et ses propres revendications en dehors de l'appareil syndical ou elle continuera d'être prostituée et étouffée par lui.

Le vrai dilemme est : ou continuer de faire le jeu de la bureaucratie syndicale en prêchant la réforme des centrales et leur unification ou soutenir les ouvriers qui s'en détachent et encourager pratiquement toute action indépendante.

D. MOTHÉ.